Finafrica Bulletin



CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE

3 - 1974 - I

This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 12:17:31 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Finafrica Bulletin



CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE

3 - 1974 - I

This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 12:17:31 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

BOARD OF EDITORS **CONSEIL DE REDACTION**

MANAGING EDITOR DIRECTEUR

Arnaldo Mauri
(Università di Milano)

Francesco Arcucci (Università di Parma), Sergio Bortolani (Università di Urbino), Paolo Mottura (Università di Parma), Roberto Ruozi (Università « L. Bocconi »)

ASSISTANT EDITOR ASSISTANT DE REDACTION

Mario Masini
(Università di Genova)

Contents

THE CAISSE NATIONALE D'EPARGNE AND RURAL SAVINGS MOBILIZATION IN THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC *by M. Baravelli* 98

AGRICULTURAL CREDIT AND THE SUBSIDY QUESTION *by R.A.J. Roberts* 99

MONEY AND CREDIT IN AFRICA 106

ITALIAN SURVEY 110

AFRICAN SURVEY 117

BOOK REVIEWS 121

Sommaire

LA CAISSE NATIONALE D'EPARGNE ET LA MOBILISATION DE L'EPARGNE DANS LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE *par M. Baravelli* 87

LE CREDIT AGRICOLE ET LE PROBLEME DES SUBSIDES *par R.A.J. Roberts* 105

MONNAIE ET CREDIT EN AFRIQUE 106

NOUVELLES ITALIENNES 110

NOUVELLES AFRICAINES 117

REVUE BIBLIOGRAPHIQUE 121

This content downloaded from 193.204.248.149 on Thu, 15 Jan 2026 12:17:31 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Finafrica Bulletin

LA CAISSE NATIONALE D'EPARGNE ET LA MOBILISATION DE L'EPARGNE RURALE DANS LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

1. Nouvelles orientations dans le domaine de la mobilisation de l'épargne dans les pays africains

A la fin des années soixante, sollicités par les recommandations des organisations internationales (1), les pays africains ont reconnu que pour arrêter la spirale montante de leur endettement extérieur il fallait favoriser au maximum la formation et la mobilisation de l'épargne privée en intégrant la plupart des familles dans les circuits organisés du marché du crédit (2).

Ces nouvelles orientations constituent une véritable révolution des modèles de développement que les pays africains avaient adoptés jusqu'ici. Elles laissent en outre entrevoir la possibilité de poursuivre un développement plus articulé et plus équilibré où la population se trouve en condition de participer de plus en plus activement à la construction de l'indépendance économique de leur pays.

Les modèles de développement que la plupart des pays africains avaient adoptés après avoir obtenu leur indépendance tendaient à accélérer les investissements à travers la formation et l'utilisation de l'épargne publique. Cette stratégie n'a pas donné les résultats attendus car les politiques fiscales et de *deficit spending,* adoptées à cet effet, n'ont pas été à même, pour toutes sortes de raisons, de favoriser la formation des fonds nécessaires aux programmes d'investissement. Or, le recours aux emprunts extérieurs, devenu nécessaire, s'est révélé fort dangereux, car le taux d'accumulation d'épargne que l'on croyait pouvoir atteindre entre temps n'est pas parvenu, en réalité, à remplacer les ressources extérieures et on a même dû recourir à de nouveaux emprunts. Cela a eu pour effet d'aggraver la dépendance financière du pays vis-à-vis de l'étranger et, souvent, d'en compromettre l'indépendance politique.

(1) Voir notamment les résolutions adoptées par la U.N. Economic Commission for Africa en 1969 et en 1972.

(2) Voir les ACTES DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE, *La mobilisation de l'épargne dans les pays africains,* Milan, 20-23 septembre 1971, éd. Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde, 1972, et les résultats de l'enquête effectuée par la Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde moyennant l'envoi d'un questionnaire aux Autorités économiques et financières de 29 pays africains, publiée dans *Epargne et Caisses d'Epargne des Pays d'Afrique* par les soins de A. Alberici et M. Baravelli, collection Mercati creditizi dei Paesi Africani, éd. Cassa di Risparmio delle Province Lombarde, 1973.

This content downloaded from
193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 08:17:34 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Misant sur la formation de l'épargne publique et sur les ressources extérieures, les modèles de développement des pays africains ont fini par exclure l'opérateur famille du circuit de financement du développement (3). Ainsi, ne pouvant avoir accès ni aux banques commerciales, qui jouent surtout un rôle d'intermédiaires entre les entreprises, ni, bien entendu, aux banques de développement qui tirent leurs ressources d'autres intermédiaires financiers ou de l'Etat, les familles africaines n'ont pu déposer leurs épargnes qu'auprès des caisses d'épargne postales. Ces dernières, malgré leur considérable diffusion territoriale, surtout dans les zones rurales, n'ont pas manqué cependant de décourager l'épargnant en lui accordant des taux d'intérêt généralement bas et surtout en limitant sa faculté de prélèvement par des formalités bureaucratiques compliquées.

L'absence d'infrastructures de crédit appropriées aux besoins des familles a donné lieu à des phénomènes de thésaurisations et à la formation d'associations mutuelles spontanées de crédit et d'épargne non intégrées dans le circuit financier du secteur organisé du marché du crédit. De cette manière, une large part des revenus monétaires nationaux apparaît stérilisée et exclue des circuits de la production.

De nombreux gouvernements africains, vus d'une part les résultats négatifs des politiques de financement de développement basées essentiellement sur les apports extérieurs, et d'autre part la portée des phénomènes de thésaurisation de même que l'apparition de systèmes financiers spontanés — ce qui a amené à revoir l'opinion courante sur la difficulté de formation de l'épargne privée —. ont reconnu l'opportunité de mobiliser l'épargne des ménages et donc de renforcer les structures financières existantes pour leur permettre de collecter efficacement l'épargne des ménages selon les nouveaux objectifs poursuivis.

Dans le cadre de ces nouvelles orientations, certains pays ont procédé à la constitution de nouveaux intermédiaires financiers ou bien se sont limités à renforcer ceux qui étaient déjà disponibles en les spécialisant dans la mobilisation de l'épargne privée sur une vaste échelle.

Bien que manquant encore de programmes précis de mobilisation de l'épargne et de plans de restructuration et d'intégration de leurs systèmes bancaires,

(3) Voir A. MAURI, *Il Mercato del Credito nei Paesi Sottosviluppati*, éd. Giuffrè, Milan, 1966 et P. MOTTURA, *La Mobilisation de l'Epargne dans les Pays Africains en voie de Développement*, U.N. Economic Commission for Africa, 1973.

This content downloaded from
193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 08:17:34 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

les Pouvoirs publics de nombreux pays ont envisagé d'améliorer d'abord les établissements économiquement les plus convertibles aux nouveaux objectifs: ils ont donc procédé surtout à la réorganisation et à l'amélioration des caisses d'épargne postales. Ces dernières, comme nous l'avons déjà dit, sont les seuls intermédiaires, de par leur vaste articulation territoriale, notamment dans les zones rurales, en contact direct avec la population et donc capables de réaliser une mobilisation de l'épargne sur une vaste échelle (4).
Les succès remportés par la réorganisation des caisses d'épargne postales, qui dans certains cas se sont transformées en caisses d'épargne ordinaires (5), ont suscité un vif intérêt chez les gouvernements africains qui se trouvent engagés dans la voie de la mobilisation de l'épargne privée. Ceux-ci ont souvent demandé l'intervention et l'assistance technique de certaines organisations internationales dans le but de réaliser chez eux ces mêmes initiatives (6).

2. La République Centrafricaine et la mobilisation de l'épargne rurale

Dans le cadre des nouvelles orientations des Autorités économiques et monétaires des pays africains vis-à-vis du problème de la mobilisation de l'épargne privée, signalons le vif intérêt que la République Centrafricaine a récemment manifesté envers l'adaptation de sa propre Caisse Nationale d'Epargne aux nouvelles exigences de promotion et de mobilisation de l'épargne interne (7). La République Centrafricaine nous offre un exemple extrêmement significatif et fort appréciable, car elle montre que le besoin d'adopter de nouvelles stratégies en matière d'épargne se fait sentir aussi chez les pays où la formation de l'épargne rencontre de sérieux obstacles tels que le bas niveau

(4) Voir A. MAURI, *Les Caisses d'Epargne dans les Pays Africains*, dans *La Mobilisation de l'Epargne dans les Pays Africains*, Actes de la Conférence Internationale, Milan, 1971.

(5) Voir à ce propos la récente réorganisation de la *Post Office Savings Bank* du Ghana, transformée en caisse d'épargne ordinaire. S. BORTOLANI, *La Cassa di Risparmio del Ghana*, dans la revue « Il Risparmio », gennaio 1974.

(6) Un apport considérable en ce sens est offert par FINAFRICA, le Centre pour l'assistance financière aux pays africains, à travers l'envoi d'experts sur place et la réalisation de missions d'étude sur les problèmes de l'épargne.

(7) Cet intérêt a poussé les Autorités centrafricaines à demander l'assistance technique de FINAFRICA. Une mission d'étude, dont faisait partie l'auteur de cet article, s'est rendue en automne 1973 dans la République Centrafricaine pour examiner les problèmes actuels de la Caisse Nationale d'Epargne et mettre à l'étude les initiatives les plus aptes à améliorer et soutenir les politiques de promotion et de collecte de l'épargne rurale.

This content downloaded from
193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 08:17:34 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

des revenus moyens par individu (8) et la faible monétisation d'une économie caractérisée par des formes archaïques de subsistance (9).
Située au centre de l'Afrique, comme son nom l'indique, la République Centrafricaine recouvre une région de 623.000 Km2 enclose entre le Tchad, le Soudan, le Cameroun, le Zaïre et le Congo, sans débouchés sur la mer distante de plus de 600 Km.
Sa population est d'environ 2.300.000 habitants avec un taux d'accroissement de 2,2 pour cent.
L'exode rural qui ne cesse d'augmenter représente un grave problème pour le pays dont l'agriculture offre les ressources économiques les plus importantes et qui vient ainsi à manquer de forces de travail.
La population urbanisée représente plus d'un tiers de la population totale (200.000 rien qu'à Bangui, la capitale).
41,7% du P.N.B., soit 50.379 millions de Fr. C.F.A. (10) en 1970 ont été fournis par le secteur primaire, tandis que les secteurs secondaire et tertiaire participent respectivement avec 21,1% et 37,2%. Les principaux produits agricoles sont le café, le coton et le bois, largement exportés. L'activité industrielle est, dans l'ensemble, peu développée (industrie textile). La production de diamant revêt une grande importance (11).
Le modèle de développement que la République Centrafricaine a suivi depuis la conquête de son indépendance (août 1960) reproduit assez fidèlement l'orientation de la généralité des pays africains, à savoir: fort recours aux apports financiers extérieurs, politique d'investissements publics et faible participation du secteur privé au financement du développement.
La stratégie de développement adoptée lors du plan 1971-75, a misé sur trois objectifs principaux (12):

(8) En 1971 le P.N.B. par tête aux prix du marché était de 150 $. Voir Banque Mondiale, Atlas 1973. N'oublions pas que le revenu de la population rurale a été évalué à 1/7 de celui de la population des villes.

(9) Voir F.A.O., *Rapport sur le secteur agricole en République Centrafricaine*, Rome, 1971.

(10) 1 C.F.A. = 0,02 francs français.

(11) Sur les caractéristiques du système économique de la République Centrafricaine voir: F.M.I., *République Centrafricaine* dans Etudes Générales sur les Economies Africaines, Tome 1, 1968; U.N. Economic Commission for Africa, *Summaries of economic data, Central African Republic*, janvier 1974.

(12) Voir P.N.U.D., *Programmation par pays et programmation multinationale, République Centrafricaine, Assistance démandée au P.N.U.D. par le Gouvernement Centrafricain pour la période 1973-1977*, Distr. restreinte.

This content downloaded from
193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 08:17:34 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

— libérer les masses d'un certain système de subsistance pour les intégrer dans une économie de marché en prédisposant des structures de commercialisation et d'échange;
— former de nouveaux cadres techniques et de nouvelles forces de travail pour la gestion des activités du pays moyennant un programme d'instruction et de formation approprié;
— promouvoir un secteur industriel moteur pour l'exploitation des richesses nationales.

Pour assurer le financement de ces programmes, le Gouvernement s'est engagé à mobiliser au maximum les ressources financières nationales à travers une politique de compression des budgets publics et de réduction des dépenses improductives, mais il a souligné que le recours à l'endettement extérieur demeure indispensable (13).

Bien que cela n'ait pas été expressément mentionné dans le plan de développement, il semble toutefois que les Autorités centrafricaines aient ressenti la nécessité d'intégrer les apports extérieurs par la mobilisation de l'épargne privée (14). Cela nous est confirmé par l'intérêt qu'elles ont récemment manifesté envers la Caisse Nationale d'Epargne. C'est en effet, actuellement, le seul canal capable d'effectuer une collecte efficace de l'épargne de ménage et surtout de l'épargne rurale.

Le système bancaire centrafricain se compose de trois banques commerciales: l'Union Bancaire de l'Afrique Centrale (U.B.A.C.), la Banque Nationale Centrafricaine de Dépôts (B.N.C.D.) et la Banque Internationale de l'Afrique Occidentale (B.I.A.O.), et d'une banque de développement: la Banque Nationale de Développement (B.N.D.). Ces établissements se sont montrés peu enclins à la collecte de l'épargne privée. Cette infrastructure de crédit a dû en effet jouer le rôle d'intermédiaire financier entre les entreprises et l'Administration publique selon les orientations d'une politique économique et fiscale des pouvoirs publics fondée sur la formation d'une épargne publique et d'entreprise.

Il faut reconnaître que le potentiel d'épargne privée a toujours été plutôt faible et que les bénéfices d'un élargissement de la collecte au delà de la zone urbanisée de la capitale auraient été sérieusement compromis par les

(13) Voir P.N.U.D., *op. cit.*

(14) Voir à ce propos les réponses au questionnaire dans le cadre de l'enquête rapportée dans *Epargne et Caisses d'Epargne des Pays Africains,* par les soins de A. ALBERICI et M. BARAVELLI, p. 87.

This content downloaded from
193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 08:17:34 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

coûts d'ouverture des nouveaux guichets ou d'emploi des unités mobiles. Les banques commerciales ont d'ailleurs opéré une discrimination dans la collecte et n'acceptent pas de dépôts inférieurs à 25.000 Fr. C.F.A.. Cela ne favorise pas l'accès du petit épargnant au dépôt bancaire et entrave la mobilisation de la petite épargne. Les taux d'intérêt offerts ne dépassent pas 3% par an. Cette politique de taux autorise, elle aussi, à penser que la propension au dépôt n'ait pas été suffisamment stimulée.
Etant donné le manque d'articulation territoriale et les caractéristiques particulières du système bancaire, la Caisse Nationale d'Epargne acquiert un rôle de premier plan dans la mobilisation de l'épargne rurale car elle possède un fin réseau de guichets en contact direct avec la population de l'intérieur et surtout avec la population rurale.

3. La Caisse Nationale d'Epargne de la République Centrafricaine

Les origines de la Caisse Nationale d'Epargne (15) remontent à la fin de 1963, lorsque la République Centrafricaine sortit de l'Office Equatorial des Postes et Télécommunications ayant son siège à Brazzaville, et décida de donner vie à une Caisse d'Epargne Postale autonome (16) sous l'administration et le contrôle de l'Office Centrafricain des Postes et Télécommunications (O.C.T.P.), créé en 1964. Par une ordonnance de 1970 (17) la Caisse d'Epargne Postale fut ensuite transformée en Caisse Nationale d'Epargne (C.N.E.) et on procéda au transfert, auprès de la Banque Nationale de Développement, des fonds de la Caisse d'Epargne postale jusqu'alors déposés en France auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.
Cette transformation laissait toutefois inchangés l'organisation et la structure d'origine de la Caisse d'Epargne Postale. Actuellement, la C.N.E. n'est encore qu'une simple Direction de l'Office Centrafricain des Postes et Télécommunication ayant pour fonction d'administrer et de comptabiliser la collecte des dépôts postaux et de délivrer les livrets d'épargne.
La Caisse offre actuellement une seule catégorie de dépôts à épargne libre au taux d'intérêt unique de 3,25%. Malgré sa nouvelle dénomination, la C.N.E.

(15) Les nouvelles rapportées à ce paragraphe et aux suivants sont tirées du rapport rédigé à la fin de la mission d'étude sus-mentionnée. Voir M. BARAVELLI et A. PORTERI, *Rapport sur la Caisse Nationale d'Epargne de la République Centrafricaine*, 1973, inédit.

(16) Loi n. 62-428 du 15 novembre 1963.

(17) Ordonnance du Président de la République du 15 mai 1970, n. 70-024.

This content downloaded from
193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 08:17:34 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

est donc restée une Caisse d'Epargne Postale. Elle n'est pas autorisée à accorder directement des prêts et elle ne dispose pas d'une politique autonome d'investissement car toute décision sur l'emploi des fonds déposés est du ressort de l'Office Centrafricain des Postes et Télécommunications.
La Caisse, à travers 50 bureaux de poste (sur les 69 qui composent l'ensemble du réseau des guichets postaux) groupés surtout dans les régions du centre-Sud et de l'Ouest du pays, effectue des opérations de versement et de remboursement, tandis que la Direction de Bangui se charge de l'émission des livrets, de la comptabilisation des opérations et de la capitalisation annuelle des intérêts.
La Direction est formée par un Directeur, un Agent comptable et une vingtaine d'employés spécialisés dans les différentes opérations telles que: ouverture de livrets, versements, remboursements, comptabilité et correspondance. Il existe un service de contentieux où travaillent deux employés qui s'occupent également de la tenue des archives. Dans les bureaux de poste, la C.N.E. ne possède généralement pas de guichets spéciaux et les opérations de dépôt sont effectuées par le personnel des autres services postaux. Dans les plus grandes villes seulement on peut trouver quelques bureaux où il existe des employés spécialisés dans cette activité. Il y a à Bangui un guichet autonome portant l'indication: Caisse d'Epargne Nationale; par contre, les autres bureaux ne fournissent aucune indication capable de donner au public une image propre de la C.N.E..
Les fonds collectés par les différents bureaux de poste sont d'abord déposés dans leur caisse respective puis acheminés par des Inspecteurs de l'O.C.T.P. vers la Recette Centrale de Bangui. Si les demandes de remboursement d'un bureau de poste dépassent les versements qui y ont été effectués, la différence sera débitée à la C.N.E. et l'O.C.P.T. avancera les débours en question en se servant des fonds encaissés par les autres services postaux.

4. La collecte et l'activité de propagande en faveur de l'épargne

La collecte de l'épargne que le C.N.E. doit effectuer présente de sérieuses difficultés. Il faut avant tout se demander s'il existe une accumulation appréciable de l'épargne rurale, vu que les zones internes du pays ont une économie très peu monétisée. Malgré le manque de données disponibles on a tout lieu de penser que dans ces régions la circulation de la monnaie est extrê-

This content downloaded from
193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 08:17:34 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

mement limitée. La majeure partie de la population habitant les campagnes vit en effet suivant une économie de subsistance incapable de donner lieu à des échanges monétaires d'un certain poids.
Par contre les zones rurales directement en contact avec les centres de commercialisation des produits offrent de meilleures perspectives de formation de l'épargne. Les maigres ressources et le faible taux d'accroissement des dépôts dans les bureaux de poste situés à l'intérieur du pays confirment le faible potentiel de l'épargne rurale. En effet, on enregistre le plus grand nombre d'opérations et leur plus forte consistance dans les zones les plus développées et surtout à Bangui et dans certains centres importants comme Berberati et Grimari.
Dans son ensemble, l'évolution de la collecte a révélé un taux d'accroissement annuel fort modeste. Le 1er janvier 1964, date qui marque le début de son activité, la C.N.E. administrait environ 89 millions de Fr. C.F.A. (8.700 comptes) tandis que le 31 décembre 1972 le montant des dépôts s'élevait à 270 millions de Fr. C.F.A. pour un total de 38.000 comptes. Les dernières années ont connu une flexion inquiétante. En 1972 les prélèvements ont dépassé les versements de plus de 14 millions de Fr. C.F.A.
De gros efforts ont été faits pour encourager les dépôts auprès de la C.N.E.. Les campagnes de propagande ont joué surtout sur les avantages les plus évidents d'avoir un dépôt, c'est-à-dire sur le fait que l'épargnant se couvre contre le risque de vol, d'incendie et de perte de ses économies. Bien que ce genre de propagande parvienne à retenir l'attention du Centrafricain, il faut reconnaître qu'une éducation systématique de la population sur la fonction morale et sociale de l'épargne ne pourrait qu'accélérer la formation d'une conscience de l'épargne. La diffusion du sentiment de responsabilité sociale et morale doit aussi s'accompagner de l'offre d'avantages immédiats et concrets en contrepartie du sacrifice de l'épargne. On a en effet constaté que, dans la psychologie africaine la propension à limiter les consommations ne peut être motivée uniquement par un sentiment vague et théorique de responsabilité morale et sociale.
Bien que la C.N.E. représente l'unique possibilité de placement pour l'épargne des zones rurales, ce qui la met dans une situation favorable pour effectuer la collecte — le système bancaire opère exclusivement dans la capitale — il y a lieu de penser que la population rurale n'a pas été suffisamment

This content downloaded from
193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 08:17:34 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

encouragée au dépôt postal et que même, dans certains cas, on l'en a découragée; en effet, la bureaucratisation des opérations de remboursement et de capitalisation des intérêts, due à la centralisation des opérations à la Direction Centrale de Bangui, entrave sérieusement la prompte disponibilité des fonds déposés. Les difficultés de communication et les grandes distances qui séparent les guichets de l'intérieur de la Direction Centrale imposent pour le déposant de longs retards à la conclusion de ses opérations, sans compter les erreurs toujours possibles dans un tel milieu opérationnel. On pourrait surmonter en partie ces inconvénients en réorganisant la Direction Centrale qui ne manque pas de lacunes à ce sujet, et en tâchant d'éviter un déplacement excessif des livrets.
Quant à l'efficacité du taux d'intérêt actuel de 3,25%, il faut tenir compte du fait que l'offre d'épargne dans les zones rurales doit être considérée plutôt inélastique par rapport au taux d'intérêt mais il ne faut pas exclure non plus qu'une augmentation des taux puisse avoir une influence favorable sur la collecte. Dans certaines catégories de rentiers on voit déjà la tendance à étudier attentivement les avantages financiers du placement des propres fonds (18).

5. L'emploi des fonds

Comme nous l'avons vu, la Caisse Nationale d'Epargne n'est pas autorisée à investir directement les dépôts recueillis et ne peut pas même se prononcer dans le choix des investissements car elle n'est qu'une section de l'Office Centrafricain des Postes et Télécommunications dont la fonction se limite à la collecte des fonds (18).
C'est en effet l'O.C.P.T. qui décide, sur la base des orientations des Autorités économiques centrales, de l'emploi des fonds.
Le 31-12-1972 les placements de la Caisse Nationale d'Epargne étaient distribués comme suit:

(18) Pour mieux évaluer les difficultés que rencontre la C.N.E. dans la collecte de l'épargne, les experts de FINAFRICA, durant leur mission, ont entrepris une enquête motivationnelle destinée à sonder l'attitude de la population urbaine et rurale vis-à-vis de la C.N.E. . Ils ont distribué à cet effet 2.000 questionnaires rédigés en langue française et en langue nationale sango, avec la collaboration de la Radio Centrafricaine, du service de presse de l'Office Centrafricain des P.T.T. et des Autorités de Préfecture. L'élaboration de ces données a fourni des indications extrêmement intéressantes. On a constaté, notamment, parmi les améliorations à apporter à la C.N.E., que l'on ressent partout en ville et dans les zones rurales le besoin d'une plus grande rapidité d'exécution des opérations et que le désir d'un taux plus élevé est plus accentué dans les villes que dans les campagnes.

This content downloaded from
193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 08:17:34 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Prêts	Montant en milliers de Fr. C.F.A.
A long et moyen terme	
— République Centrafricaine 1957, 5,5%	16.396
— Banque Nationale de Développement 1971, 5%	90.000
— Office Centrafricain des Postes et Télécommunications 1972, 5%	96.000
— Compagnie Nationale de Transport Routier (*)	10.000
— Banque Nationale Centrafricaine de Dépôt (*)	10.000
A court terme	
Banque Nationale de Développement, 4%	118.070

(*) Les conditions contractuelles ne sont pas encore fixées.
Source: CAISSE NATIONALE D'EPARGNE, Rapport du Compte Financier de l'exercice 1972.

On voit nettement que la Caisse est dévolue au financement systématique de la dépense publique et surtout de la Banque Nationale de Développement, qui est son principal débiteur avec une exposition de plus de 200 millions de Fr. C.F.A.

6. Le financement de la Banque Nationale de Développement

L'affectation des fonds de la C.N.E. à la Banque Nationale de Développement a eu pour effet de canaliser l'épargne rurale vers le financement des programmes publics d'investissement portant surtout sur l'agriculture, secteur où la Banque se trouve particulièrement engagée. Cette épargne ne s'est toutefois pas concrétisée dans des investissements productifs.
En raison du taux d'insolvabilité très élevé (19), cet établissement a connu de graves difficultés financières et, actuellement, il a pratiquement suspendu toute activité de prêt pour se consacrer au recouvrement des crédits non remboursés. La situation où se trouve la Banque Nationale de Développement présente d'importantes implications pour la Caisse Nationale d'Epargne surtout en ce qui concerne sa future politique de mobilisation de l'épargne rurale.
Indépendamment de la rigidité qu'ont acquis les investissements de la B.N.D. par suite des insolvabilités enregistrées, l'investissement à long terme (typique

(19) Née en 1961 pour donner vie à un système de crédit agricole, la B.N.D. a toujours rencontré de graves difficultés à cause de l'absence de structures intermédiaires efficaces de distribution, de contrôle et de recouvrement des prêts. Voir G. BELLONCLE, *Le Crédit agricole dans les pays d'Afrique d'expression française au sud du Sahara*. F.A.O., Rome, 1968, p. 86 et suiv.

This content downloaded from
193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 08:17:34 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

de la B.N.D.) des fonds de la Caisse Nationale d'Epargne ne se prête sûrement pas à leur nature de dépôts à court terme, et compromet de ce fait l'équilibre financier même de la C.N.E.. Cela pourrait se refléter fâcheusement sur la confiance acquise jusqu'ici chez une population déjà peu disposée à verser ses épargnes et, de là, compromettre tout programme futur de promotion de la collecte.

Les difficultés financières de la Banque Nationale de Développement ont eu, du reste, de graves répercussions sur le compte économique de la Caisse. Les taux d'intérêt de faveur que celle-ci avait accordé n'ont pas permis de poursuivre un équilibre économique satisfaisant. Le coût de la collecte s'est montré, en effet, supérieur à la rentabilité des placements et la Caisse s'est trouvée dans l'obligation d'entamer son propre fonds de dotation (20).

7. Nouveaux programmes de mobilisation de l'épargne rurale

La gravité de la situation que nous venons de décrire a amené les Autorités centrafricaines à adopter des mesures urgentes, et un projet pour la constitution d'un établissement de crédit agricole efficace est actuellement à l'étude. Les caractéristiques structurales et fonctionnelles de cette nouvelle banque seront déterminantes pour que l'on puisse formuler un jugement sur le rôle futur de la Caisse Nationale d'Epargne dans la mobilisation de l'épargne rurale.

Si ce nouvel établissement envisage de pratiquer la collecte moyennant l'ouverture de ses propres guichets, il faudra éviter qu'il ne fasse une fâcheuse concurrence à la collecte de la Caisse. La mobilisation de l'épargne rurale devra donc être étudiée et coordonnée attentivement.

Il ne faudra pas oublier, lors de l'application de nouvelles politiques de mobilisation de l'épargne, que l'équilibre financier précaire de la Caisse Nationale d'Epargne ne pourra subir une ultérieure aggravation. En effet, la récente diminution des dépôts avertit qu'il faut adopter sans délai des politiques efficaces de soutien de la collecte pour parer à l'aggravation de la situation de trésorerie.

Sous l'aspect économique, il est urgent de réaliser des investissements plus rentables et de faire baisser les coûts unitaires de la collecte. Cela implique

(20) Voir CAISSE NATIONALE D'EPARGNE, *Rapport du Compte Financier de l'exercice 1972.*

This content downloaded from
193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 08:17:34 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

d'un côté le financement d'investissements productifs et de l'autre la réalisation d'une plus grande productivité.
Consciente de cette double nécessité, la Caisse Nationale d'Epargne s'est engagée dans la recherche de nouvelles politiques d'investissement ainsi que d'une meilleure organisation qui lui permette d'utiliser au mieux les ressources dont elle dispose.

Maurizio Baravelli

THE CAISSE NATIONALE D'EPARGNE AND RURAL SAVINGS MOBILIZATION IN THE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

SUMMARY

The technical aid recently given by FINAFRICA to the Caisse Nationale d'Epargne *in the Central African Republic forms part of the initiatives undertaken in favour of the African countries involved in programmes of promotion and collection of savings. In Autumn 1973, a group of experts visited the country with the aim of studying the present problems of the* Caisse Nationale d'Epargne *and better measures to be taken in favour of the promotion and the collection of rural savings.*
The Author, one of the experts of the study group, first analyses the structural and operational features of the Caisse Nationale d'Epargne *as well as its particular nature of postal savings bank, then underlines its most important organizational areas suggesting at the same time a more rational policy to promote savings. Special attention is devoted to the investments, in particular to those channelled towards the* Banque Nationale de Développement. *At present the latter is facing a very difficult financial situation because of the very high rate of insolvencies in the loans granted to the agricultural sector, and this fact is also affecting the liquidity situation of the* Caisse Nationale d'Epargne.
Great efforts are now made to organize better the Banque Nationale de Développement, *to create a new efficient agricultural credit institute, and to give a new operational feature to the* Caisse Nationale d'Epargne *aiming at an improved promotion of rural savings and a higher productivity of investments.*

This content downloaded from
193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 08:17:34 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

AGRICULTURAL CREDIT AND THE SUBSIDY QUESTION

1. Introduction

A subsidy is introduced into a transaction when it is considered that the market forces do not reflect the true benefit of the transaction, and therefore, the introduction of a distortion is desirable. It is widely accepted that markets in developing countries, as elsewhere, rarely reflect overall economic costs and benefits, hence subsidies are frequently introduced (1). This paper, however, does not set out to debate the subsidy issue *per se*, and it does not deal specifically with the outwardly similar but clearly separate issue of income transfer. Rather it examines the implications for credit programmes of a government decision to subsidize, in some form, the production activities of small farmers. In particular it seeks to identify the most effective avenue for subsidy, whether or not a credit programme is operative.

A major point which should be made at the outset is that government resources available for providing subsidies are very limited and, of necessity, their allocation to this use means that some other government activity is deprived of funds. This is reason enough for care in operating subsidies, but it is also important to note that they can be a powerful economic lever and, as such, can do much harm if used unwisely.

2. Types of subsidy

Two main avenues for subsidy exist. The first is the direct subsidy, which means an alteration to the price structure of a farmer's actual transactions. These include the prices paid by the farmer for inputs and for direct production services such as credit (in this case the price paid is the interest charge, plus any commitment or other fee) and the price received by the farmer for his produce. An indirect subsidy, on the other hand, involves financial assistance, one or more steps removed from the transactions in which the farmer is engaged. Possibilities here include subsidization of the administrative costs of credit programmes and price stabilization schemes, and the provision of research and extension services. Assistance which has some features of a farm production subsidy, but which is more in the nature of development investment, includes the provision of infrastructural items such as roads, markets, clinics and schools.

(1) For example, a country faced with a possible food shortage may want to encourage increased supply by raising farm-gate prices in order to avoid spending foreign exchange on imports.

This content downloaded from
193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 08:56:18 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

3. Direct subsidies

Some forms of direct subsidy are very readily introduced by a government, especially in situations, not uncommon now in many countries, where the state is actively involved in credit programmes and even, in some cases, in input supply and produce marketing. Indeed, in the absence of a taxation system, these transactions provide the only direct financial contact between the farmer and the state, and for this reason may be regarded as a convenient avenue for subsidy (2).

Subsidized credit is probably the easiest of all subsidies to apply. Unfortunately, in most circumstances it is also the type which has most disadvantages. In this context the subsidy is direct, that is, it relates to the farmer's transaction in obtaining credit, his payment of interest. There is a certain amount of evidence to show that in many credit programmes the interest rate charged should be of the order of 25 to 30 percent, if all the costs involved (cost of capital, administration, losses due to default and inflation) are to be covered. In fact, of course, interest rates in small farmer credit programmes are very much lower than this and, indeed, are often lower than the rates charged in other sectors of the economy. This creates a dangerous situation, where it is likely that cheap farm credit will be siphoned off into investments which have little to do with developing the small farmer. The subsidy in this case does not affect production of this sector since it does not reach those for whom it was intended.

A second disadvantage associated with very low interest rates is the familiar argument that the farmer's investment policies may be thereby distorted since the true cost of capital is not reflected in the farmer's transactions. In this case a shift to more reliance on capital and less on labour might be expected. The disadvantages inherent in this are further compounded because such a shift in production factors usually involves an increased managerial task. Cheap credit may cause wasteful use of capital and even premature consumption, thus reducing capital formation at the village level.

(2) A further type of direct assistance is the « grant-in-aid ». This is given to an individual farmer as an incentive to increase production, and may, for example, consist of a sum of money to help with a capital project. Thus a grant-in-aid is similar to a subsidy. However, there are heavy administrative demands with the operation of grant-in-aid schemes, if allocation is to be fair and just; this is likely to preclude their use save in exceptional circumstances.

This content downloaded from
193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 08:56:18 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Third, when interest rates are very low then demand for credit may well exceed supply, making rationing necessary. This need for rationing causes several major difficulties. Inevitably it places an extra burden on the administrative staff of credit institutions and, because of pressure from would-be borrowers, a situation exists where the chances of corruption are great, with a consequent harmful effect on staff morale. But the primary direct effect on small farmers is allocative, in that when rationing takes place the smaller man is likely to be muscled out by those who have more influence with the officials supplying inputs and credit. A related disadvantage is that when a low interest-rate policy has been in force, those officials who have the power to change interest rates may have personal reasons for keeping them low, reasons which are not connected with assisting the small farmer.

Fourth, there is always the danger that a credit institution lending money at a subsidized rate of interest is somewhat at the mercy of its political masters and may find itself insufficiently compensated. In these circumstances it faces the danger of decapitalization, it will almost certainly be forced into a situation where it concentrates on large loans to established farmers in order to economize, and it may find difficulty in raising capital, partly because of its inability to offer attractive interest rates on deposits.

Finally, subsidized interest rates have a tendency to hinder the integration of capital markets, thus decreasing the efficiency of the economy by restraining the transfer of resources.

Let us speak now of subsidies on inputs. Some circumstances justify the introduction of subsidized inputs. For example, although it is generally better to popularize the use of new inputs and technologies by demonstrating clearly their productivity and profitability in existing market conditions, it may sometimes be necessary to sweeten the pill by operating a well defined policy of reducing the cost of the inputs for a limited period of time. This has the effect of reducing the risk of the innovation to the farmer, and also reduces the working capital requirement during the introductory phase. Sometimes a government may decide to subsidize farming in a particularly disadvantaged area or region. In these circumstances a subsidy to cover transport costs may be in order. Also a government may seek to popularize a particular technique or practice by making it possible at a subsidized price. Thus tea and rubber replanting operations in Sri Lanka are heavily subsidized by the Government.

This content downloaded from
193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 08:56:18 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Apart from the special cases noted above, however, subsidies on inputs should normally be avoided since they suffer from many of the disadvantages associated with operating farm credit at subsidized rates of interest. Thus there are likely to be allocative difficulties because of the need for rationing, and those with greater influence with supplying agencies are likely to obtain inputs more readily than others: it is not always the former group that can make the more productive use of the inputs concerned. Again, a direct subsidy on certain inputs, for example machinery, may lead to more reliance on capital as opposed to labour than is really justified at a given stage of development.

Finally direct subsidies on output prices are to be mentioned. A subsidy on output prices needs careful handling in order to ensure that the intended recipients receive the full benefit of the subsidy, and therefore that the subsidy has the desired effect on production. This is all the more important since this type of subsidy can be very expensive. In this connection since it usually involves the setting of a pre-planting price, with the marketed output being an unknown factor, the commitment by the government is open-ended. A further disadvantage associated with a subsidy on output prices is that when applied in areas where large farmers are interspersed with small, such a policy tends to increase income disparities. This may be an argument for applying an indirect subsidy in such circumstances. However, the upward adjustment of output prices, by means of a subsidy, can be very effective in encouraging production of certain types of farm produce in particular localities.

A subsidy on output prices is distinct from a price stabilization scheme. The latter sets out to remove or reduce the effect of price uncertainty by operating a fund which is credited when market prices are higher that the set farm-gate price, and debited when the reverse applies. Despite the distinction between the two types of intervention, a price stabilization scheme may involve subsidy. This may be direct, in that an output-price subsidy is fed into the stabilization fund, or, as is common, indirect in the form of a grant to assist with the costs of administering the scheme.

4. Indirect subsidies

The biggest advantage of an indirect subsidy is the fact that it is hidden. A peasant farmer, in receipt of what is clearly a subsidized item, perceives a

This content downloaded from
193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 08:56:18 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

hand-out and this in itself affects his attitude to farm production. The direct subsidy either strikes him as constituting bribery, thus arousing his suspicion, or makes him feel that he is being asked to participate in something which is less than serious. In neither case is his attitude towards increasing agricultural production improved. On the other hand, when government resources are directed towards the identification of profitable technologies, to the organization of extension, marketing and credit services and to the provision of necessary infrastructure such as roads, bridges and storage facilities, then the effect on the farmer and his attitude towards farm production is positive.

It is useful to point out that the subsidization of credit institutions' operations in remote areas, particularly when these bodies also provide a savings facility, can bring about indirect benefits to farm production through helping to commercialize the attitude of rural populations towards farm investment and production. In more remote areas this process might be termed monetization, but the essentials are similar to commercialization, as are the effects; for it has been amply demonstrated that increases in agricultural production are greatly facilitated by a perceived need for a cash income from farming.

Indirect subsidies, in the form of assistance designed to build up the viability of credit institutions are a feature of many government programmes. The most common type of subsidy here is the provision of loanable funds at concessionary rates of interest. If rates to farmers are kept high, then the spread between interest paid and interest received may be sufficient to enable the institution to be viable. On the other hand, it seems more common to seek to tie down interest rates paid by farmers. Thus when in 1971 the rate paid by the Thailand Bank for Agriculture and Agricultural Cooperatives (BAAC) to the Bank of Thailand was reduced from 7 to 5 percent, the rates for short and medium-term loans to farmers were reduced from 12 to 10 percent. Because of this tendency it may be more effective for government to assist banks and other credit institutions by providing other types of assistance such as: the payment of salaries of key primary cooperative society officials (as in Bangladesh), the free training of bank employees (as is the case with the Rural Banks in South Vietnam), free audit service (Vietnam). There are probably other types of subsidy to credit institutions, but a special note can be made of crop insurance schemes, such as that operating in Sri Lanka where, in 1969/70, 82,000 ha. of crop were insured. This scheme apparently

This content downloaded from
193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 08:56:18 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

has no direct link with a credit programme but it does rely heavily on a government subsidy.

Yet a further type of subsidy is government action which results in loan repayment obligations being waived. This has been done occasionally in Sri Lanka, for example, and has also been commonly employed in Greece. The dangers implicit in this measure are well-known to all bankers, but in some circumstances this type of action is forced, for example, by crop failure. When this is widespread and general, then a government can, of course, designate a given zone as a disaster area and take special measures, such as waiving loan repayment obligations. Designation of disaster area is done, for example, in Malaysia. If, on the other hand, only a few farmers have been affected then the crop failure is more likely to be due to poor management.

The only sound solution for this situation is preventive, not curative, in that a loan should not be given unless a farmer can be identified as being a sound manager at his technology and size level. But failures do occur and when this does happen then action leading to the re-scheduling of the defaulting farmer's debts to a long term loan could be taken.

5. Conclusion

Once a decision has been made to subsidize small farmers' production activities, the temptation to do this by offering loans at unrealistically low interest rates should be resisted. In certain cases a strategically aimed subsidy on output, or even in inputs, may be applicable but, in general, indirect subsidies, such as those paid to institutions providing farm services, and, in particular, forms of assistance which strengthen the viability of these institutions, are likely to be the most satisfactory type for the small-farmer sector.

Above all it is desirable to avoid the type of financial assistance which is granted on an *ad hoc* basis since this can lead, on the one hand, to corruption of those responsible for disbursement and, on the other, to distortion within the economic system. Whilst much progress has been made in the direction of channelling subsidies towards sound institution building and to other directly useful infrastructural-type development, scope still exists for an appraisal of certain practices such as the tendency to keep interest rates on farmers' loans unnecessarily low.

Richard A.J. Roberts

This content downloaded from
193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 08:56:18 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

LE CREDIT AGRICOLE ET LE PROBLEME DES SUBSIDES

RESUME

L'Auteur examine le problème des subsides à l'agriculture en faisant la distinction entre les formes de subside directes et les formes indirectes. Il exprime, en se fondant sur une série de considérations, un jugement défavorable sur les subsides directs et notamment sur le crédit accordé à des taux d'intérêt réduits.
Il serait préférable, à son avis, que les pouvoirs publics qui veulent soutenir le secteur agricole recourent aux subsides indirects et, en l'occurrence, aux services d'assistance technique et économico-commerciale gratuits en faveur des agriculteurs ainsi qu'aux investissements en infrastructures dans les zones rurales.

This content downloaded from
193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 08:56:18 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Money and credit in Africa

Monnaie et crédit en Afrique

BANKING DEVELOPMENTS IN AFRICA

The Government of Somalia has set up a commission to draft a feasibility study for a Housing Financing Section under the formula of "crédit foncier" at the Somali Credit and Savings Bank. Members of this commission are Messrs. Abbas Yasin Ahmed, Scerif Abubaker Mohamed, Abdrhaman Mohamed Giama and Arnaldo Mauri of FINAFRICA.

Algeria, Libya and the United Arab Emirates have agreed to set up an Arab Investment Bank. The bank will be based in Abu Dhabi and its initial share capital will be 60,000,000 U.A.E. dirhams.

The financial ministers of Moslem countries met in Saudi Arabia to work out the final details of a project to establish the Islamic Development Bank. An agreement was signed under which the overall capital contributions to the new institution will be 900,000,000 dollars.

Information has been received that the Arab Development Bank for Africa is to be set up as part of general plans for cooperation between Arab and African countries.

Mr. Konan Bédié, Minister of the Economy and Finance of the Ivory Coast, has been elected Chairman of the new joint IMF-I.B.R.D. Development Committee. The immediate objective of this new body is to review the economic situation of developing countries hit by the increase in oil prices and plan suitable action to deal with this situation. In the longer term, the committee will be concerned with how

DEVELOPPEMENT BANCAIRE EN AFRIQUE

Les Autorités somalies ont créé une commission chargée de préparer une étude sur les possibilités de réalisation d'une section de crédit foncier au sein de la Somali Savings and Credit Bank. Font partie de cette commission MM. Abbas Yasin Ahmed, Scerif Abubaker Mohamed, Abdrhaman Mohamed Giama et Arnaldo Mauri de FINAFRICA.

L'Algérie, la Lybie et les Emirats arabes (United Arab Emirates) ont décidé de constituer une Banque Arabe d'Investissement ayant son siège central à Abou Dhabi et un capital initial de 60 millions de dirhams U.A.E.

Les ministres financiers des nations musulmanes, réunis en Arabie Séudite, ont discuté les derniers détails pour la constitution d'une Banque de Développement Islamique et ont signé un accord qui établit un volume global d'apports financiers de 900 millions de dollars.

Dans le cadre des programmes de solidarité arabo-africaine, on apprend la fondation d'une Banque Arabe de Développement pour l'Afrique.

M. Konan Bédié, Ministre de l'Economie et des Finances de la Côte d'Ivoire, a été élu président du nouveau comité ministériel commun F.M.I.-Banque Mondiale. Ce nouvel organisme a pour but immédiat d'examiner la situation des pays en voie de développement frappés par l'augmentation du prix du pétrole et les mesures à adopter pour faire face aux hausses de prix des matières premières. A plus

This content downloaded from 193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 09:13:56 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

to transfer real resources to developing countries.

The Cameroon Republic has become the 100th member country of the International Finance Corporation.

As part of plans to nationalize the economy of Madagascar, the Government has acquired controlling interests in two foreign banks. It now has a 40.65 per cent stake in the 1,000,000,000 MF capital of Banque Commerciale de Madagascar, and a 10.35 per cent interest in Caisse Nationale de Prévoyance Sociale, which gives an actual State control of 51 per cent. The Government has also acquired a 51 per cent interest in the 750,000,000 MF share capital of Banque Malgache d'Escompte et de Crédit.

As a result of mergers in the Congo, only two banking institutions will exist in this country in the future in addition to Banque Nationale de Développement and Banque des Etats d'Afrique Centrale. The first merger has already been consummated between Banque Nationale de Paris and Société Générale, resulting in the establishment of Union Congolaise de Banque in which the Congo Government holds a 51 per cent interest. In the next few months Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale and Crédit Lyonnais will also merge to form a single bank also controlled by the Government.

The Finance Minister of Ghana has issued new regulations under the heading of the New Currency Amendment Decree which provides for very severe penalties for offenders who do not comply with Ghana's currency regulations. The Decree prohi-

long terme, le comité commun devrait s'occuper du transfert de ressources réelles vers les pays en voie de développement.

Le Cameroun est devenu le centième membre de la International Finance Corporation.

Au cours du processus de nationalisation de l'économie du Madagascar et d'étatisation de son système bancaire, l'Etat malgache a acquis une participation de majorité dans deux banques étrangères. L'Etat possède maintenant dans la Banque Commerciale de Madagascar — capital social: 1 milliard de Fr. malgache — une participation de 40,65%, la Caisse Nationale de prévoyance participe avec 10,35%, ce qui donne un contrôle public de 51%. L'Etat a également acquis dans la Banque Malgache d'Escompte et de Crédit — capital social: 750 millions de francs malgaches — une participation de 51 pour cent.

Processus de concentration du système bancaire au Congo: outre la Banque Nationale de Développement et la Banque des Etats d'Afrique Centrale, il n'y aura à l'avenir au Congo que deux autres établissements bancaires. Un premier regroupement, déjà effectué, concerne la Banque Nationale de Paris et la Société Générale, qui ont formé l'Union Congolaise de Banque sous le contrôle de l'Etat (51%). Dans quelques mois on assistera également à la concentration de la Banque Internationale de l'Afrique Centrale et du Crédit Lyonnais en un unique établissement avec participation majoritaire de l'Etat congolais.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 09:13:56 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

bits unauthorized export and import of funds in excess of the equivalent of 20 cedis in Ghanaian currency and lays down fines and prison sentences of up to 10 years for forgers. It also prohibits the circulation of foreign legal tender in Ghana.

Heads of agreement have been signed to set up the Union des Banques de la Méditerranée. Partners in this venture are two Algerian banks, Banque Nationale de Algérie and Crédit Populaire d'Algérie, and six French banks, Banque Nationale de Paris, Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque de Paris et des Pays Bas, Crédit Commercial de France and Crédit Industriel et Commercial. The share capital of the new entity is 80,000,000 francs held in equal proportions as between the Algerian and French partners. Union des Banques de la Méditerranée is to be a deposit bank with emphasis on merchant banking operations. It will have three main functions: a) to finance trade between Algeria and France; b) issuing loan stock on international capital markets on behalf of either country; and c) dealing with the financial problems posed by emigration.

Another Franco-Algerian institution has also been established. This is Banque Franco-Algérienne, whose shareholders are the three French State-controlled banks and the Algerian Commercial Bank.

The Nigerian Industrial Development Bank is to have a controlling interest in a new commercial bank to be set up with an initial share capital of 1,500,000 nairas. The other partners in the new institution

Le commissariat des Finances du Ghana a émis un règlement intitulé « New Currency (Amendment) Decree » fixant des peines très sévères pour les transgresseurs aux normes qui règlent la circulation monétaire. Le Décret interdit notamment l'importation et l'exportation non autorisées de sommes supérieures à 20 cédis en monnaie nationale; il établit des amendes et jusqu'à dix ans de réclusion pour les faussaires et interdit la circulation de monnaie étrangère au Ghana.

Un protocole d'accord pour la constitution de l'Union des Banques de la Méditerranée a été signé entre deux banques algériennes (Banque Nationale d'Algérie et Crédit Populaire d'Algérie) et six banques françaises (Banque Nationale de Paris, Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque de Paris et des Pays Bas, Crédit Commercial de France, Crédit Industriel et Commercial). Le capital de la nouvelle banque est de 80 millions de francs également répartis entre les deux groupes de banques. L'Union des Banques de la Méditerranée sera une banque de dépôt ayant vocation de banque d'affaires et remplira trois fonctions essentielles: financement des échanges commerciaux entre les deux pays; interventions sur le marché international des capitaux pour le compte du pays qui le demande; coopération à la solution des problèmes financiers de l'émigration.

Un autre établissement franco-algérien, la Banque Franco-Algérienne, est né de la fusion des trois établissements français nationalisés et de la Banque Commerciale d'Algérie.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 09:13:56 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

are Morgan Guaranty Trust of New York, the London merchant bank Baring Brothers and Co., and the National Insurance Corporation of Nigeria.

A number of foreign banks have received authorization to establish branches in Egypt. These are Banco di Roma, Crédit Foncier de France, First National Bank of Chicago, Chase Manhattan Bank, First National, Bank of America, American Express, Manufacturers Hanover Trust, Lloyds Bank International, Barclays Bank International, the British merchant bank Morgan Grenfell and the Canadian Bank of Nova Scotia.

The State-controlled Egyptian commercial banks have produced a plan proposing that the Egyptian pound be floated. The aim of this proposal is to encourage foreign investment in Egypt and to raise the cost of imports. No statement on the proposal has yet been issued by the Government itself.

The Minister of Finance in the Niger Republic has appealed to the population to take an active part in the savings promotion campaign at present being organized by the Banque de Développement de la République du Niger and the Niamey branch of Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale.

La Nigerian Industrial Development Bank va participer avec une quote-part de majorité à la constitution d'une nouvelle banque commerciale dont le capital social a été fixé à 1,5 millions de naïras. Les autres sociétés intéressées à cette initiative sont: la Morgan Guaranty Trust Company de New York, la Baring Brothers and Co. de Londres et la National Insurance Corporation of Nigeria.

De nombreuses banques étrangères ont reçu l'autorisation d'ouvrir des agences en Egypte. Il s'agit du Banco di Roma (Italie), du Crédit Foncier de France (France), de la First National Bank of Chicago, de la Chase Manhattan Bank, de la First National, de la Bank of America, de l'American Express, de la Manufacturers Hanover Trust (U.S.A.), de la Morgan Grenfell (Grande-Bretagne), de la Bank of Nova Scotia (Canada).

Les directeurs des banques commerciales étatiques égyptiennes ont présenté un plan où l'on propose la fluctuation de la Livre égyptienne. Cette mesure viserait à encourager les investissements étrangers en Egypte et à augmenter le coût des importations. Il n'y a pas de commentaire officiel à cette nouvelle.

Le ministre des finances du Niger a lancé un appel à la population afin que celle-ci participe activement à la campagne de promotion de l'épargne organisée par la Banque de Développement de la République du Niger et par l'agence de Niamey de la Banque Internationale pour l'Afrique Occidentale.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 09:13:56 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Italian survey

Nouvelles italiennes

ECONOMIC CONDITIONS

The most ominous new cloud to darken the economic scene in Italy towards the close of the year is that industrial production has now stopped expanding. Until September output had been rising, though at decreasing rates; since then a marked slackening of domestic demand has caused a reversal in virtually all branches, most of all in transport vehicles and closely connected supply industries (engineering, steel, chemicals). In year-on-year terms industrial production was down 4.5 per cent in October and 11.9 per cent in November. Companies swiftly responded with a cut in their investment plans, cancelling some projects and postponing many. Employment suffered less because, for the time being at least, the brunt is being taken by short-time working and few redundancies have actually occurred so far; but in October 241,000 more workers were on short time than a year earlier. Overall, however, industrial production (excluding building) during the 11 months to the end of November 1974 was still up—by 5.5 per cent—on the corresponding 1973 figures, and its share in the formation of the gross national product is expected to be 4 per cent higher than last year.

The decline in demand and production did little to slow down the tempo of domestic price rises. The cost of living (which is calculated with reference to the consumption of a standard family of wage earners) followed a 3.3 per cent jump in September with somewhat more sedate

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

L'événement qui a marqué de la façon la plus voyante l'aggravation de la situation économique nationale en cette fin d'année a été l'interruption de la phase de croissance qui, bien qu'avec un certain ralentissement, avait intéressé l'activité industrielle jusqu'en septembre. Cette inversion de tendance, causée par un net affaissement de la demande intérieure, concerne pratiquement tous les secteurs de la production et prend des proportions particulièrement inquiétantes dans l'industrie des moyens de transport et dans tous les secteurs qui s'y rattachent (mécanique, métallurgie, chimie). La réduction de la production à des niveaux inférieurs à ceux des mêmes mois de 1973 (— 4,5% en octobre, 11,9% en novembre) a eu des reflets négatifs sur les programmes d'investissement des entreprises. Bien des projets d'investissement ont été annulés ou différés. Le contrecoup sur l'emploi a été par contre mieux supporté puisque, pour l'instant, seule la zone du sous-emploi s'est élargie: d'octobre à octobre le nombre des travailleurs à horaire réduit s'est accru de 241.000 unités mais les niveaux de l'emploi n'ont pas subi de grands changements.

Le bilan du secteur industriel — sauf pour le bâtiment — apparaît encore dans l'ensemble assez positif (+ 5,5% en 11 mois) et devrait donner au produit national un apport plus élevé (4%) qu'en 1973.

Malgré la contraction de la demande et de la production, la dynamique des prix

This content downloaded from 193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 10:26:44 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

increases of 2.1 per cent in October and 1.5 per cent in November; yet compared with a year ago, the rate of inflation was still gathering pace, rising from 24.6 to 26.2 per cent from the end of September to the end of November. The consumer price index, defined with reference to the whole of the population, closely followed the cost of living; wholesale prices rose less steeply than before, as indeed they had been doing since August, but even so this did little to bring down the annual rate of increase (+39.8 per cent in November).

Nor can any comfort be derived from the balance of payments. The improvement in the period July to September was not followed up in the subsequent two months, when capital flight made its reappearance—no doubt mainly because of the prolonged government crisis. The trade deficit up to the end of November was more than twice as high (6,525 billion lire) as in the first eleven months of 1973. Oil was responsible for 4,646 billion of the total, and food and agricultural imports for virtually the whole of the rest. To some extent the steady widening of the trade gap was attributable, too, to a faster rise in import than in export prices. Except for the first quarter, exports actually expanded at a reasonably satisfactory pace in volume terms, while import growth, held back by restrictive measures, gradually slowed down to quite low rates far short of those in 1973.

The bond market is in the doldrums. Fast inflation has pushed up short-term interest rates to dizzy heights, and the disa-

intérieurs n'a manifesté aucune décélération appréciable. Après la montée en flèche de septembre (+ 3,3%) l'accroissement mensuel du coût de la vie — qui se base comme chacun sait sur la consommation d'une famille type de travailleurs salariés — s'est atténué graduellement (+ 2,1% en octobre; + 1,5% en novembre). Dans l'ensemble de l'année, toutefois, le taux d'inflation s'est intensifié: 24,6% fin septembre; 26,2% fin novembre.

L'indice des prix de consommation, rapporté à toute la collectivité nationale, a suivi substantiellement l'allure du coût de la vie et l'indice des prix de gros a confirmé la phase de décélération qui s'est amorcée depuis août sans toutefois provoquer de réductions appréciables du taux d'inflation annuel (39,8% en novembre).

La situation des comptes avec l'étranger demeure difficile. Une certaine amélioration de la balance des paiements entre août et septembre n'a pas eu de suite et les deux mois successifs, marqués principalement par la longue crise de gouvernement, ont subi les effets négatifs de nouvelles fuites de capitaux. En ce qui concerne les échanges commerciaux, signalons que, durant les onze premiers mois, le déficit global a atteint un montant de 6.525 milliards, soit plus du double par rapport à la même période de 1973; l'incidence des produits pétroliers (4.646 milliards) demeure prépondérante tandis que le rest revient presque entièrement aux achats de produits alimentaires et agricoles. Le déficit a continué à

This content downloaded from 193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 10:26:44 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

strous effect on bond prices was stemmed only by support intervention on the part of the monetary authorities and obligatory buying on the part of banks. In the equity market, the end of the government crisis led to a few short-lived spurts of recovery, but ultimately investors paid more heed to the ominous production figures and by the end of the stock exchange annual period share prices had tumbled to a new low for the year.

The outlook remains poor at least until the middle of next year. Without restimulation, industrial production must be expected to fall further under the combined impact of slackening domestic demand and mounting difficulties in finding outlets on export markets.

se dilater en raison également d'une hausse des prix plus forte à l'importation qu'à l'exportation. Quantitativement, en effet, les ventes à l'étranger ont connu — sauf au premier trimestre — un rythme de croissance assez satisfaisant tandis que l'allure des achats relantissait progressivement — à cause aussi des mesures limitatives qui ont permis de maintenir leur taux d'expansion annuel à un niveau fort modeste et largement inférieur à celui de 1973.

Le marché des obligations se trouve encore dans une situation extrêmement difficile car les taux d'inflation élevés ont poussé à des niveaux inusités les taux d'intérêt à court terme, de telle sorte que seuls les interventions des autorités monétaires et les achats des établissements de crédit sont parvenus à contenir les effets déflationnistes sur les cours. Sur le marché des actions également, après quelques signes de reprise dus à la solution de la crise gouvernementale, les considérations négatives dictées par l'allure défavorable de la production ont fini par l'emporter et les cours ont subi, à la fin de l'année boursière, une nette réduction qui établit ainsi les minimums de l'année.

Les perspectives ne s'annoncent guère positives, du moins jusqu'à la moitié de 1975. La production industrielle, par manque de stimulation appropriée, pourrait subir une ultérieure contraction du moment que la demande intérieure tend à céder et les produits deviennent de plus en plus difficiles à placer sur les marchés étrangers.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 10:26:44 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

NEWS OF FINAFRICA

● On October 31, 1974, World Thrift Day, the eighth training course in the economics of banking for African countries was started at FINAFRICA. The 70 participants, coming from 31 African countries, are now taking special courses to acquaint themselves with the Italian language. At the same time basic economics classes are being taught in order to provide a common background for the banking subjects which will be dealt with in the spring period.

● Two new books have been published by Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde in the series devoted to African banking systems: the first one, by Dr. C. Caselli, deals with the banking system of Tanzania, and the second one, by Prof. L. Frediani, is about the liquidity policy of commercial banks in Kenya. Also, the English and French translations of the studies on the banking systems of Gabon and Lesotho have been issued.

● During the year several missions were undertaken by FINAFRICA experts. Dr. Nesci worked with an F.A.O. team in Tunisia doing research on planning for agricultural credit development. Dr. Forestieri prepared with an F.A.O. team a field research on agricultural credit for small farmers in Zambia. Dr. Romairone and Dr. Balestrazzi did a preliminary visit to Togo to discuss with the representatives of the Agricultural Bank of Togo plans

NOUVELLES DU FINAFRICA

● Le 31 octobre 1974, journée mondiale de l'Epargne, a marqué l'ouverture au FINAFRICA du huitième cours de perfectionnement en économie bancaire pour les pays africains.
Les 70 participants, venus de 31 pays d'Afrique, suivent maintenant des cours spéciaux pour se familiariser avec la langue italienne. On leur impartit également des notions d'économie politique générale pour leur assurer une base commune d'approche aux questions bancaires qu'ils aborderont au printemps.

● La Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde vient de publier deux nouveaux ouvrages dans la collection consacrée aux systèmes bancaires africains: le premier, rédigé par la Dr. Clara Caselli traite du système bancaire de la Tanzanie; le second, par le Prof. L. Frediani envisage la politique de liquidité des banques commerciales au Kenya. Les traductions en anglais et en français des études sur les systèmes bancaires du Gabon et du Lesotho viennent également de paraître.

● Durant l'année, les experts de FINAFRICA ont accompli plusieurs missions. Le Dr. Nesci a travaillé avec l'équipe de la F.A.O. en Tunisie sur un programme de développement du crédit agricole. Le Dr. Forestieri, toujours avec une équipe de la F.A.O., a effectué une enquête « in loco » sur le crédit agricole pour les petits agriculteurs de Zambie. Le Dr. Romairone et le Dr. Balestrazzi ont effectué une visite préliminaire au Togo pour dis-

This content downloaded from 193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 10:26:44 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

and problems for the development of the bank and possibilities for technical assistance.

● Positive developments are reported for the technical assistance projects in which FINAFRICA is engaged, alone or in co-operation with other Italian agencies and institutions. The new Ghana Post Office Savings Bank, in spite of the name, is a true financial institution devoted to mobilization of domestic personal savings. Two experts from Italian savings banks are assisting the institution in the take-off period and will be working in Ghana during the next two years. Professors Bortolani, Mottura, Raggetti and Ruozi from FINAFRICA, after the preliminary research and organizational work, have been reaching Accra from time to time in order to solve specific problems. The deposit collection activity, including checking accounts, is developing at a high rate. Improvements in granting loans, as expected, are slower. The Italian government is sharing with the Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde assistance and aid expenses.

● Prof. Mauri from FINAFRICA visited at the end of July the Savings and Mortgage Corporation of Ethiopia. Prof. Mauri participated in a Board meeting of the S.M.C.E. and had contacts with authorities at the Central Bank to discuss future development of the institution.

cuter avec les responsables de la Banque de l'Agriculture les programmes et les problèmes de développement de la Banque et sur l'éventualité d'une assistance technique.

● On note des développements tout à fait positifs en ce qui concerne les projets d'assistance technique dans lesquels FINAFRICA s'est engagé, seul ou avec l'aide d'institutions et d'offices italiens. La nouvelle Caisse d'Epargne Postale du Ghana est, malgré son nom, un véritable établissement financier voué à la mobilisation de l'épargne familiale. Deux experts des Caisses d'Epargne italiennes assistent le nouvel établissement dans sa période de démarrage et séjourneront encore deux ans au Ghana. Les Professeurs Bortolani, Mottura, Raggetti et Ruozi de FINAFRICA, après avoir achevé le travail préliminaire de recherche et de mise au point, se sont rendus plusieurs fois à Accra pour résoudre certains problèmes contingents. L'activité de collecte, y compris la vérification des comptes se développe à un rythme soutenu. Les progrès dans l'octroi de prêts sont plus lents, comme prévu. Le Gouvernement italien et la Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde se partagent les frais d'aide et d'assistance.

● Le Prof. Mauri de FINAFRICA s'est rendu, à la fin de juillet à la Savings & Mortgage Corporation of Ethiopia. Il a participé à un Conseil d'Administration de la S.M.C.E. et a eu des entretiens avec les Autorités de la Banque Centrale sur le futur développement de l'Etablissement.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 10:26:44 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

● The construction of the new headquarters of the Somali Savings and Credit Bank is under way in Mogadishu. The central bank of the Italian savings banks has granted a soft loan for this purpose. Prof. Mauri and Dr. Nesci from FINAFRICA visited the S.S.C.B. in August in order to discuss further assistance and aid by the Italian savings banks.

● After the last preparatory mission in July, conducted by Prof. Mottura with Dr. Tambussi and Dr. Alberici, on October 31 the Sudanese Savings Bank has been inaugurated in Wad Medani. The ceremony was attended by Sudanese authorities and by Dr. Acciaro of the Italian Association of Savings Bank, by Dr. Zuccari of Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde and by Prof. Mottura from FINAFRICA. The institution started operations on November 2 and the first savings account has been opened to President Nimeiri. The activity of the S.S.B. is bounded today to the Gezira region, but —as the name suggests— its branch network will cover in the future most of the Country. Two experts from Italian savings bank will spend a two-year period with S.S.B. The Sudanese Savings Bank will continue to receive assistance and aid from Italian sister institutions during the take-off phase.

● In the period June-September Dr. Masini from FINAFRICA has worked in the

● La construction d'un nouveau siège de la Somali Savings and Credit Bank est en voie de réalisation à Mogadishu. L'Association des Caisses d'Epargne Italiennes a accordé un prêt à bas intérêt à cet effet. Le Prof. Mauri et le Dr. Nesci se sont rendus en août à la S.S.C.B. pour discuter les termes d'une assistance et d'une aide futures de la part des Caisses d'Epargne italiennes.

● Après une dernière mission préparatoire effectuée en juillet sous la direction du Prof. Mottura, du Dr. Tambussi et du Dr. Alberici, on a inauguré le 31 octobre à Wad Medani la Caisse d'Epargne du Soudan. La cérémonie s'est déroulée à la présence des Autorités soudanaises, du Dr. Acciaro de l'Association des Caisses d'Epargne Italiennes, du Dr. Zuccari de la Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde et du Prof. Mottura de FINAFRICA. L'Etablissement est entré en activité le 2 novembre, et le Président Nimeiri a souscrit personnellement le premier livret. L'activité de la S.S.B. est limitée pour l'instant à la seule région de Gezira, mais le réseau de ses filiales est appelé à s'étendre sur tout le territoire national. Deux experts de l'Association des Caisses d'Epargne Italiennes suivront le nouvel Etablissement pendant deux ans. La Caisse d'Epargne soudanaise continuera à recevoir l'aide et l'assistance de ses consoeurs italiennes pendant toute la période de mise en route.

● De juin à septembre le Dr. Masini de FINAFRICA a travaillé à la section « Fi-

This content downloaded from 193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 10:26:44 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

Housing Finance, Building and Physical Planning Section of the Economic Commission for Africa of the United Nations in Addis Ababa, Ethiopia. The purpose of the mission was the production of Country dossiers on savings mobilization in selected African countries, as a follow up to the publication of the document written by Prof. Mottura entitled "Savings Mobilization in Developing African Countries" (E/CN.14/HOU/107). This is part of the joint E.C.A.-CARIPLO project on "Mobilization of Financial Resources".

nancement de l'habitation, de la construction et de l'aménagement du territoire » de la Commission Economique pour l'Afrique des Nations Unies à Addis Abeba en Ethiopie. Le but de la mission était d'établir des dossiers sur la mobilisation de l'épargne dans certains pays africains expressément choisis pour donner une suite au document rédigé par le Prof. Mottura sous le titre « La mobilisation de l'épargne dans les pays en voie de développement » (E/CN.14/HOU/107). Cette action fait partie du projet conjoint C.E.A.-CARIPLO sur la mobilisation des ressources financières.

- In April and October Professors Mottura and Onado from FINAFRICA gave lectures on finance and credit operations in Kinshasa and Lubumbashi (Zaire).

- En avril et en octobre les Professeurs Mottura et Onado de FINAFRICA ont tenu des conférences sur les opérations de finance et de crédit à Kinshasa et à Lubumbashi (Zaïre).

- Experts from FINAFRICA participated also in international meetings related to development and savings mobilization. Prof. Bortolani went to the Conference for setting up the European Association on Development Centers (Gent, September). Prof. Mauri participated in the F.A.O. regional seminar on agricultural credit to small farmers in Asia (Bangkok, October). Prof. Ruozi was present at the World Congress on Agricultural Credit (Teheran, November).

- Des experts de FINAFRICA ont participé également à des congrès internationaux sur le développement et la mobilisation de l'épargne. Le Prof. Bortolani a assisté à la Conférence pour la formation d'une association européenne sur les centres de développement (Gand, septembre). Le Prof. Mauri a pris part au séminaire régional de la F.A.O. sur le crédit agricole destiné aux petits agriculteurs d'Asie (Bangkok, octobre). Le Prof. Ruozi a assisté au Congrès mondial sur le crédit agricole (Téhéran, novembre).

- Finally, FINAFRICA is ready to start for spring 1975 a two-month intensive course in the economics of banking operations. This special course, to be oper-

- FINAFRICA, enfin, est prêt à entreprendre, au printemps 1975 un cours intensif d'économie bancaire qui aura la durée de deux mois. Ce cours spécial, qui

This content downloaded from 193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 10:26:44 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

ated in Milan, is devoted to previous participants in the training courses organized by the Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde. The purpose is that of providing African bank personnel who have developed specific work experience in the field of savings mobilization an opportunity to meet with colleagues and to share their ideas in a course which will make use of active teaching methods and seminar meetings.

se tiendra à Milan, est destiné aux élèves qui participent aux stages de perfectionnement organisés par la Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde. Leur but est de donner aux cadres bancaires africains possédant déjà de l'expérience dans le domaine de la mobilisation de l'épargne une occasion de rencontrer leurs collègues et d'exprimer leurs idées dans le cadre d'un cours basé sur l'enseignement pratique et sur les séminaires.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 10:26:44 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

African survey

Nouvelles africaines

● The Fiera del Levante, the Regional Government of Apulia and the Istituto Italo-Africano organized a Round Table Conference on September 20 at the Fair in Bari, Italy. The subject was: "Exploitation of Agricultural Produce with Particular Reference to Edible Oils: Prospects for International Cooperation in Agricultural and Food Production in Africa South of the Sahara". The Economic Ministers of eleven African countries took part in the conference along with representatives of leading Italian State-controlled organizations and private enterprises. In addition to Italian Government representatives, experts from the E.E.C. Commission, F.A.O. and the United Nations also attended the meetings. The conference was planned as the second stage in a broader plan for cooperation between Europe and developing African countries, in line with a proposal made by the Deputy Secretary of the United Nations, Mr. Doo-Kingué, when he visited Italy last year.

● La Direction de la Foire du Levant, la Région des Pouilles et l'Institut Italo-Africain ont organisé à la Foire du Levant une table ronde sur le thème: « Valorisation de la production agricole notamment en ce qui concerne les huiles alimentaires: problèmes et perspectives de coopération internationale en Afrique sub-saharienne dans le secteur de la production agricole et alimentaire ». La table ronde a eu lieu le 20 septembre grâce à la participation des Ministres économiques de 11 pays africains et à celle des représentants des plus importants organismes publics italiens et des plus grosses entreprises privées. Outre les représentants du Gouvernement italien, il y avait aussi des experts de la C.E.E., de la F.A.O. et des Nations Unies. On peut considérer cette table ronde comme la seconde étape d'un plus vaste programme de coopération entre l'Europe et les pays africains en voie de développement, coopération que le Secrétaire-Adjoint des Nations Unies, M. Doo-Kingué, avait préconisée l'année dernière lors de sa visite en Italie.

● E.N.I. (the Italian State-controlled oil company) is pursuing its policy of integrated projects in countries where it carries out its petrochemical operations. In this context, an agreement was signed on October 12 under which E.N.I. will prospect for and develop oil fields in Libya. A letter of intent has also been signed between Comerint (a company controlled jointly by E.N.I. and Istituto Mobiliare Italiano), the Algerian Minister of Industry and Energy and the national Algerian oil company Sonatrach. This arrangement,

● L'E.N.I. poursuit sa politique d'interventions intégrées dans les pays où elle déploie son activité typiquement pétrochimique. Dans cette perspective, vient se placer, auprès du nouvel accord conclu le 12/10 pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures en Lybie, le protocole d'accord paraphé par Comerint (société à participation E.N.I.-I.M.I.), le Ministère de l'Industrie et de l'Energie d'Algérie et la Compagnie pétrolière nationale algérienne Sonatrach. Cet accord repropose une expérience déjà tentée fa-

This content downloaded from 193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 10:41:26 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

based on previous favourable experience with Libya, provides for E.N.I. to undertake a major training programme designed to supply Algerian industry with skilled workers. Under these arrangements a training scheme will be set in hand to provide 2,300 skilled workers for Algeria's building industry within the shortest possible time. Subsequent schemes will be initiated in the short- to medium-term for electricians, maintenance personnel, refrigeration technicians, mechanics and vehicle operators. The overall scheme provides for 10,000 to 12,000 workers to be trained each year by 1977. E.N.I. will also carry out a survey of Algeria's present industrial structure and its growth prospects, in order to forecast the country's requirements for skilled workers up to 1988. It will also look into the opportunities of establishing a joint Algerian-Italian company, in which Algeria would have a controlling interest, whose aim would be to coordinate and carry out national labour training schemes. The letter of intent also sets out the guidelines for an independent unit to plan and produce training programmes and act as a kind of clearing-house for experiences and methods of professional training.

● In line with the same spirit of co-operation aimed at developing local industrial management skills, the E.N.I. offshoot, Nigerian Agip Oil Company, recently held a seminar with a view to providing the Nigerian Press with information on the problems of oil exploitation and use, which are significant issues

vorablement avec la Lybie: il permet de confier à la société italienne la réalisation d'un important programme de formation d'ouvriers qualifiés destinés aux structures de l'industrie algérienne.
Le contrat prévoit: 1) la formation à très court terme de 2.300 ouvriers qualifiés pour le secteur du bâtiment; 2) interventions à court-moyen terme pour les secteurs de l'électricité, entretien, technique du froid, mécanique, usage des machines et bâtiment, capables de garantir avant la fin de 1977 la formation de 10-12 mille ouvriers qualifiés par an; 3) étude des structures actuelles de l'industrie algérienne et de ses possibilités de développement rapportées aux besoins de personnel qualifié d'ici 1988, et analyse des possibilités de créer une société mixte à participation algérienne prédominante ayant pour objet la coordination, la réalisation et la vérification du programme de formation. Le protocole d'accord envisage aussi dans ses lignes essentielles la réalisation d'un centre autonome qui aura non seulement la fonction de projeter et de produire des programmes didactiques, mais aussi de devenir le point de regroupement et de rencontre des expériences et des méthodologies dans le domaine de la formation professionnelle.

● Dans le même esprit de coopération au développement de capacités locales pour la gestion des activités industrielles, la Nigerian Agip Oil Company (du groupe E.N.I.) a organisé un séminaire ayant pour but de porter à la connaissance de la presse nigérienne les problèmes inhérents à la production et à l'utilisation du

This content downloaded from 193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 10:41:26 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

in this country, now the seventh largest oil producing nation in the world.

● Italcable, a member of the IRI-STET group, has announced that it has set up a direct satellite link between Italy and Zambia with the assistance of its subsidiary Telespazio. The link came into operation on October 1, and carries cable, telex and telephone communications.

● A subsidiary of Imprese Italiane all'Estero - Impresit S.p.A. has recently been awarded contracts to build two sections of road in Nigeria. These are the 82 km stretch between Daki and Takwaszuru and the road linking Zuru, Birnin and Yauri, a distance of 94 km. The total value of these contracts is some Lit. 14.5 billion. Impresit is also expanding its successful operations in East Africa. A group subsidiary, already engaged on major contracts for the Governments of Kenya and Tanzania, will also participate in the construction of Mombasa Airport.

pétrole, problèmes qui revêtent une particulière importance dans un pays, comme le Nigeria, qui a conquis le septième rang dans le monde parmi les pays producteurs de pétrole.

● Italcable, du groupe IRI-STET, a fait savoir que depuis le 1er octobre l'Italie et la Zambie sont reliées directement, via satellite, pour les communications télégraphiques, télex et téléphoniques. Cette liaison a été réalisé en collaboration avec la société associée « Telespazio ».

● Une associée du groupe « Imprese Italiane all'Estero - Impresit S.p.A. » vient d'obtenir les contrats pour la construction de deux tronçons routiers en Nigeria (Daki-Takwaszuru, 82 Km et Zuru-Birnin-Yauri, 94 Km) pour un montant de 14,5 milliards de lires. La société Impresit rencontre également un succès croissant dans les pays de l'Est africain; une associée du groupe, qui exécute déjà pour le compte de la Tanzanie et du Kenya d'importants travaux, participera à la construction de l'aéroport de Mombasa.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 10:41:26 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Book reviews

Revue bibliographique

A.M. HAY and R.H.T. SMITH: *Interregional Trade and Money Flows in Nigeria in 1964,* Oxford University Press, Ibadan, 1970.

This book is the outcome of lengthy research carried out on the spot by its Authors, aimed at estimating the volume and value of trade and flows between the five main geographical regions of Nigeria, i.e. the North, South, West, Central West and the Lagos area, in an attempt to arrive at a partial reconstruction of each region's balance of payments and a regional breakdown of the national accounts.

The book opens with an introductory chapter explaining its aims. This is followed by a chapter reviewing the economic and social causes behind interregional trade, that is, the complementary nature of each region, the degree of urbanization and the location of main towns, the geographical distribution of foreigners, food deficits in some areas, and finally the structure and location of existing industry.

The next chapter gives estimates in volume and value of interregional trade flows in main agricultural, mineral and industrial products, preceded in each case by a detailed description of the methods used. This is the biggest merit of the chapter, in that it gives a clear idea of the enormous practical difficulties that have to be tackled in a project of this kind in view of the lack of reliable statistical information, particularly on prices of products at the places they are produced and regional transport costs.

The book then goes on to deal with trade between major cities and between those cities and their hinterlands. The last chapter provides estimated trade balances for each of the five regions covered, and explains the reasons for the deficits or surpluses encountered. In the last few pages of the book, the Authors tackle a most interesting problem, namely the relationship between money flows and trade flows, particularly the mechanism whereby the differences between input and output flows are likely to be regulated. They put forward three hypotheses on this point, but make the proviso that it is exceedingly difficult to quantify them accurately. In some cases, for instance, differences may be adjusted by using surpluses arising from foreign trade; in others, the adjustment is made by the revenue authorities regulating tax revenue vis-à-vis Government spending: or again, surpluses in "invisible items" may intervene, this term being taken to apply not only to foreign, but also to interregional trade. Here, the major role played by the banks and insurance companies, and to a lesser degree, by professional operators, emerges in all its significance.

To conclude, one can say that the book's greatest merit does not lie in the Authors' ability or otherwise to provide data on the situation in Nigeria. Indeed, interest does not rate high on this score and in any case the analysis goes back to 1964, since when many changes have taken place. Where the book's greatest interest lies, which makes it still worth reading even four years after it was originally published in 1970, is the fact that the

This content downloaded from 193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 10:55:23 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

FINAFRICA BULLETIN

Authors have attempted to carry out a research project in a significantly original way, using methods that could usefully be revived and developed far more than they have been so far, since they offer very promising prospects not only to economists who want to make practical applications of money flow theories, but also to politicians in developing countries who are looking for models that can be applied to economic policy, especially in the planning field.

Here there is no denying that the model put forward by Hays and Smith has considerable shortcomings that could be improved. For example, any attempt to plot money flows over a longer period than just one year would certainly be more effective and might allow for errors in estimates to be offset to some degree.

Also, the discussion in the last few pages of the book about how regional trade balances are adjusted needs to be gone into more thoroughly, and not only in quantitative terms. Clearly, further progress in this direction is likely to be hampered by what in some countries could prove to be insurmountable obstacles, not so much in theory, as in actual practice, owing to the lack of reliable statistics and thus difficulty in working out estimates. Nevertheless this is an interesting and significant field. For instance, a survey of this kind could be of major importance in a country organized on a federal basis suffering from regional imbalances, or a country which needs to be able to assess the effects of a policy based on special development areas.

Clara Caselli

This content downloaded from 193.204.248.149 on Fri, 16 Jan 2026 10:55:23 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms

Signed articles do not necessarily reflect the opinion of the Bulletin or of its Editors, and no responsibility is accepted for them. Some of the data contained in the Bulletin are taken from unofficial sources and Editors are in no way responsible for them.

All communications regarding the Bulletin and inquiries on economic matters, etc., should be addressed to the Centre for financial assistance to African Countries, as follows:

FINAFRICA
Via San Vigilio, 10
I 20142 MILANO (Italy)

In all correspondence concerning changes of address, missing numbers, etc., reference should be made to the mailing number printed on the top right-hand corner of the stencilled address.

Les articles portant signature ne reflètent pas nécessairement l'opinion du Bulletin ou bien de la Rédaction et toute responsabilité est déclinée pour ceux-ci. Quelques-unes des données contenues dans le Bulletin proviennent de sources non officielles et la Rédaction n'est en aucun cas responsable.

Toutes communications regardant le Bulletin, toutes questions à propos de sujets économiques, etc., devront être adressées au Centre pour l'assistance financière aux Pays africains, comme suit:

FINAFRICA
Via San Vigilio, 10
I 20142 MILANO (Italie)

Toute la correspondance ayant trait aux changements d'adresses, aux numéros manquants, etc., devra se référer au numéro imprimé en haut à droite de l'adresse estampillée.

RASSEGNA TRIMESTRALE
REGISTRATA PRESSO IL TRIBUNALE DI MILANO AL N. 102 DEL 27.3.1974
REDAZIONE: CASSA DI RISPARMIO DELLE PROVINCIE LOMBARDE
SERVIZIO STUDI E STATISTICA - VIA WITTGENS, 4 - 20123 MILANO
DIRETTORE RESPONSABILE: DOTT. GIOVANNI DE SIMONI
GRAFICA COMENSE - VIA PROVINCIALE PER LECCO, 30 - 22038 TAVERNERIO (COMO)

Reproduction allowed provided source is indicated. La reproduction des textes contenus dans ce bulletin est autorisée, pourvu qu'il soit fait mention de la source.

This content downloaded from 193.204.248.149 on Mon, 19 Jan 2026 07:59:37 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms



This content downloaded from 193.204.248.149 on Mon, 19 Jan 2026 07:59:37 UTC
All use subject to https://about.jstor.org/terms